

Les cahiers transfrontaliers d'EURES

Luxembourg n° 5/2004

édito /



Le secteur financier est considéré par le STATEC comme le principal moteur de l'économie luxembourgeoise.

De manière directe, il génère environ 25 % de la valeur ajoutée, occupe près de 12 % de l'emploi total et procure plus de 40 % des recettes fiscales à l'Etat. Le secteur financier est crucial pour l'équilibre extérieur du Luxembourg.

Les effets indirects ne sont pas négligeables non plus : un accroissement de la valeur ajoutée de 10 % du secteur finan-

cier induirait une augmentation de 1.5 points de croissance du reste de l'économie marchande.

L'importance du secteur pour le marché du travail est donc considérable, tant sur le plan national que régional et international. On suit son évolution avec le même intérêt à Arlon, Metz et Trèves qu'à Luxembourg même. C'est la raison pour laquelle **Les cahiers transfrontaliers d'EURES** lui apportent un éclairage particulier, du point de vue des préoccupations du réseau **EURES**.

Arthur Tibesar

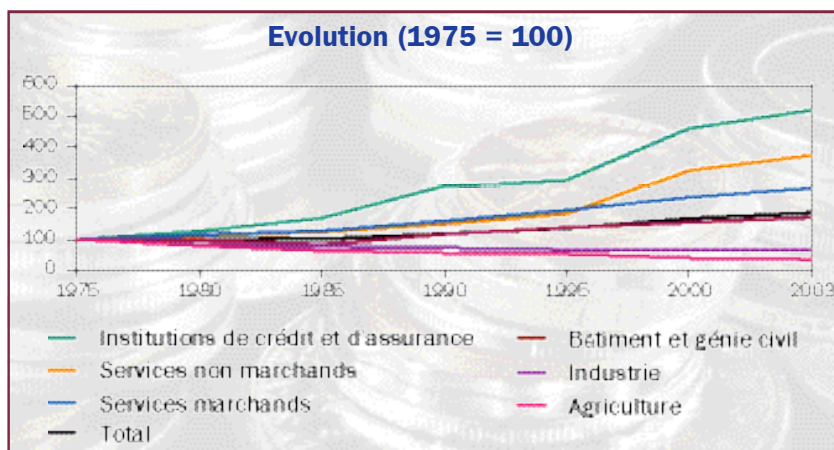
Le secteur financier : mobilité des capitaux, mobilité du travail

LA PLUS FORTE CROISSANCE DE L'EMPLOI DEPUIS 1975

En près de trente ans, le volume de l'emploi a presque doublé.

Dans le secteur financier, il a été multiplié par 5.

Place du secteur financier dans l'économie nationale							
Evolution de l'emploi intérieur de 1975 à 2003 • * 1000							
BRANCHE D'ACTIVITE	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2003
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	10,9	8,7	7	6,2	5,8	4,5	3,9
Industrie	51,5	43,5	40,1	38,2	35,0	34,8	34,6
Bâtiment et génie civil	16,8	16,4	14,0	19,6	23,1	25,8	28,5
Production de services marchands <i>dont Institutions de crédit et d'assurance</i>	60,8 6,4	69,8 8,1	78,1 10,8	97,1 17,4	117,9 18,9	142,7 29,5	161,0 33,3
Production de services non marchands	17,5	19,8	21,7	26,1	31,8	57,1	65,6
Total	157,5	158,2	160,9	187,2	213,6	264,8	293,5



Sources : IGSS et STATEC

Le secteur financier comprend, selon la nomenclature NACE, les activités suivantes :

- J Activités financières**
- 65 Intermédiation financière**
- 66 Assurance**
- 67 Auxiliaires financiers et d'assurance**

À SECTEUR INTERNATIONAL ...

1. Les banques

Le développement de la population des banques étrangères au Luxembourg ne s'est pas fait d'une façon continue, mais par vagues successives (STATEC, 2003). Au début des années 50, la présence des banques au Luxembourg s'expliquait surtout par des impératifs de proximité géographique. En 1950, 14 banques étaient établies au Luxembourg, dont 12 provenaient de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et 2 de France. Celles-ci servaient essentiellement le marché domestique et les régions limitrophes.

La place financière n'a véritablement pris son envol international qu'à partir des années 60, avec deux vagues, suivies de l'arrivée banques allemandes, suisses, scandinaves...

A l'arrivée, c'est donc une image très internationale que l'on a sous les yeux.

POUR EN SAVOIR PLUS

- la Banque Centrale (BCL - <http://www.bcl.lu>) et la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF - <http://cssf.lu>) publient régulièrement des études et statistiques financières ainsi que des informations et analyses relatives à l'évolution de l'emploi. La branche «Assurances» n'est pas couverte par ces organismes.
- le Portrait économique et social du Luxembourg publié par le STATEC en 2003 fait la part belle au secteur financier : situation actuelle, mais aussi aperçu historique et défis pour l'avenir (www.statec.lu).

Origine géographique des établissements de crédit établis au Luxembourg (fin juin 2004)

Nombre de banques par pays d'origine

Allemagne	48	Japon	5
Belgique / Luxembourg	19	Pays-Bas	3
Brésil	3	Portugal	4
Chine	3	Grande-Bretagne	5
Danemark	2	Suisse	13
Etats-Unis	6	Suède	7
France	17	Autres	13
Israël	3		
Italie	16		
		Total	167

Sources: CSSF/BCL

2. Les Organismes de Placement Collectif

En 1959 fut créé au Luxembourg le premier fonds commun de placement (FCP) suite à l'extension du régime fiscal holding aux sociétés de gestion des FCP. Le véritable essor des Organismes de Placement Collectif (OPC) n'a toutefois démarré qu'en 1983, lorsque le Luxembourg, anticipant la réglementation communautaire sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) alors en préparation, se dotait d'une législation moderne et flexible accordant aux OPC un statut fiscal propre et créant en droit luxembourgeois le régime de la Société d'investissement à capital variable (SICAV). Un nouvel élan dynamique a été donné en mars 1988 avec la transposition en droit national de la directive européenne de décembre 1985, relative aux OPCVM. Celle-ci dotait les SICAV de droit luxembourgeois du «passeport européen». (STATEC, 2003).

3. Les assurances

Le secteur des assurances au Luxembourg était, jusqu'à une date récente, orienté exclusivement vers le marché domestique. Ce n'est qu'avec la création en 1984 d'un cadre légal pour les entreprises de réassurance et le développement de la libre prestation de services (LPS) que le secteur s'est également tourné vers l'international. L'étroitesse du marché domestique combinée à la nécessité de mutualiser les risques, ont fait du Luxembourg une terre d'accueil pour les sociétés étrangères d'assurance. Le Luxembourg détient actuellement 47 % du marché LPS, suivi de près par l'Irlande. C'est de ces deux pays que proviennent plus de 90 % des primes transfrontalières dans l'Espace économique européen (EEE). (STATEC, 2003).

... EMPLOI INTERNATIONAL

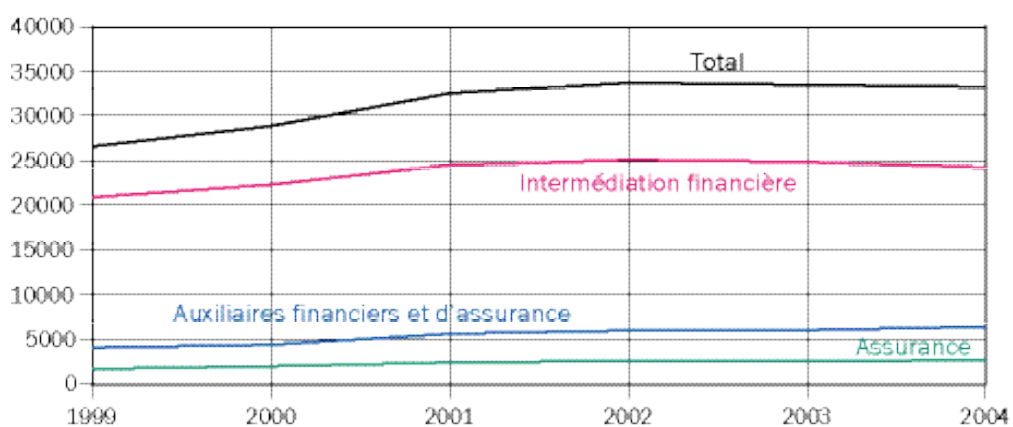
1. Vue d'ensemble

Branche d'activité NACE	1999	2000	2001	2002	2003	2004
65 Intermédiation financière	20 885	22 348	24 505	25 184	24 921	24 232
66 Assurance	1 719	2 006	2 392	2 620	2 600	2 650
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	4 050	4 539	5 627	5 964	6 031	6 390
Total	26 654	28 893	32 524	33 768	33 552	33 272

Sources : IGSS

La période 2002 à 2003 fut difficile pour les trois branches du secteur.

Par la suite, les branches 66 et 67 sont reparties à la hausse.



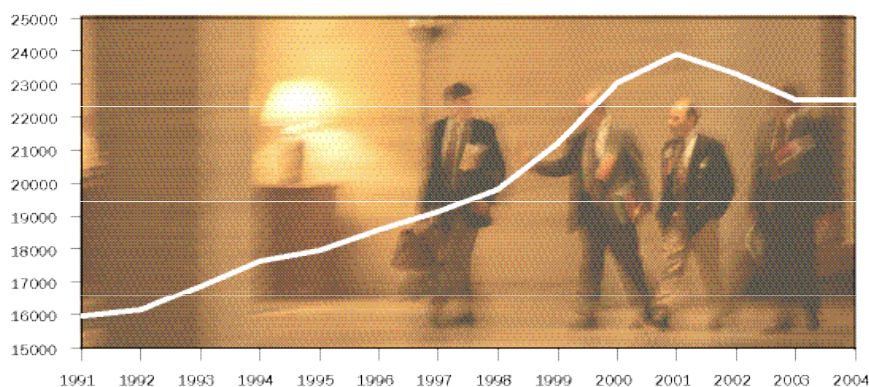
Source : IGSS

Evolution du personnel dans les banques

Situation au 31/12 *sauf 2004 (30/09)

1991.....	15 945	1998.....	19 814
1992.....	16 143	1999.....	21 197
1993.....	16 867	2000.....	23 035
1994.....	17 638	2001.....	23 894
1995.....	17 955	2002.....	23 300
1996.....	18 582	2003.....	22 529
1997.....	19 135	2004 *.....	22 534

Si on se limite aux seules banques, on dispose de données fournies par la CSSF depuis 1991. L'emploi atteint son niveau maximum en 2001, pour connaître ensuite une décroissance en 2002 et 2003, qui ne se poursuit cependant pas en 2004.



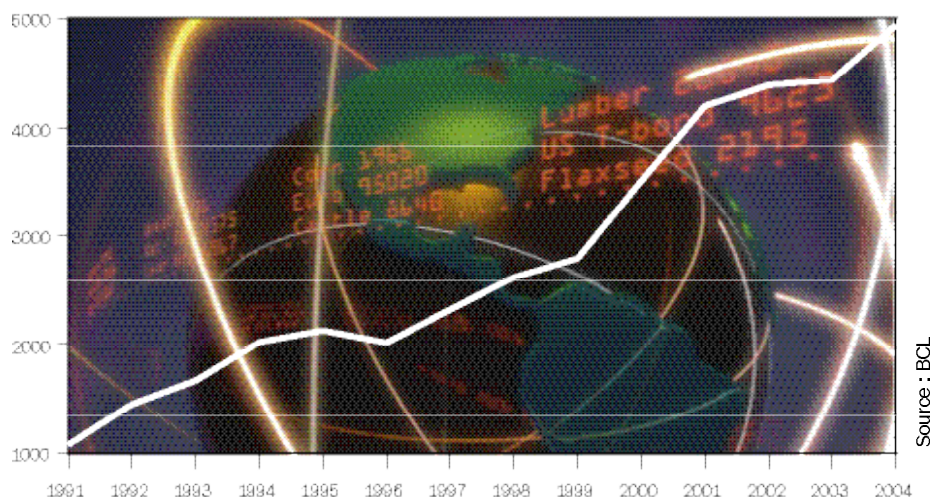
Source: CSSF

Situation de l'emploi dans les autres professions du secteur financier

Situation au 31/12 *sauf 2004 (30/09)

1991.....	1 071	1998.....	2 612
1992.....	1 449	1999.....	2 788
1993.....	1 664	2000.....	3 504
1994.....	2 021	2001.....	4 199
1995.....	2 127	2002.....	4 393
1996.....	2 017	2003.....	4 436
1997.....	2 323	2004*.....	4 933

En revanche, la croissance est continue pour les autres professions du secteur financier depuis 1991, à part un léger recul en 1996.



2. L'emploi selon le l'origine des travailleurs : situation par rapport aux autres secteurs

Les étrangers résidant dans le pays et les frontaliers représentent près des 3/4 des effectifs occupés au 31 mars 2004.

Emploi salarié selon le lieu de résidence (Données au 31 mars 2004)				
Branche d'activité NACE	Résidents nationaux	Résidents étrangers	Frontaliers	Total
AB Agriculture, pêche...	345	562	378	1 285
CDE Industrie, énergie	10 466	6 509	18 479	35 454
F Construction	3 249	13 149	13 999	30 397
G Commerce,réparation	10 200	9 583	16 903	36 686
H Hôtels et restaurants	1 224	6 646	4 368	12 238
I Transports et communication	9 315	5 354	10 529	25 198
J Intermédiation financière	9 139	9 362	14 771	33 272
K Immobilier,location et services aux entreprises	6 172	11 186	21 528	38 886
L Administration publique	30 937	2 945	669	34 551
M Education	734	467	293	1 494
N Santé et action sociale	7 651	3 790	5 120	16 561
O Services collectifs sociaux et personnels	3 388	2 565	2 122	8 075
PQ Divers	741	4 123	1 245	6 109
Total	93 561	76 241	110 404	280 206

Source : IGSS

Evolution de l'emploi salarié selon le lieu de résidence (En % - Données au 31 mars 2004)

Branche d'activité NACE	Résidents nationaux	Résidents étrangers	Frontaliers	Total
AB Agriculture, pêche...	27	44	29	100
CDE Industrie, énergie	30	18	52	100
F Construction	11	43	46	100
G Commerce,réparation	28	26	46	100
H Hôtels et restaurants	10	54	36	100
I Transports et communication	37	21	42	100
J Intermédiation financière	27	28	44	100
K Immobilier,location et services aux entreprises	16	29	55	100
L Administration publique	90	9	2	100
M Education	49	31	20	100
N Santé et action sociale	46	23	31	100
O Services collectifs sociaux et personnels	42	32	26	100
PQ Divers	12	67	20	100
Total	33	27	39	100

Source : IGSS

Cette situation est la traduction d'une évolution régulière depuis de nombreuses années. Selon les données de la BCL se rapportant aux banques et autres professions du secteur financier (c'est-à-dire sans les assurances), les Luxembourgeois représentaient encore 51 % en 1991. En 2004, ils ne représentent plus que 28 %. Même en valeur absolue, leur nombre a diminué de près de 700 unités.

3. L'emploi selon le sexe

Taux de féminisation de l'emploi salarié (Données au 31 mars 2004) Emploi féminin, en %, par rapport à l'emploi total (hommes + femmes)

Branche d'activité NACE	Résidents nationaux	Résidents étrangers	Frontaliers	Total
AB Agriculture, pêche...	32	13	14	19
CDE Industrie, énergie	17	26	16	18
F Construction	21	4	5	6
G Commerce,réparation	48	46	42	45
H Hôtels et restaurants	52	49	55	52
I Transports et communication	20	19	11	16
J Intermédiation financière	45	43	47	45
K Immobilier,location et services aux entreprises	41	53	34	41
L Administration publique	42	65	58	44
M Education	58	66	56	60
N Santé et action sociale	79	87	80	81
O Services collectifs sociaux et personnels	50	60	57	55
PQ Divers	75	87	61	80
Total	41	41	32	38

Source : IGSS

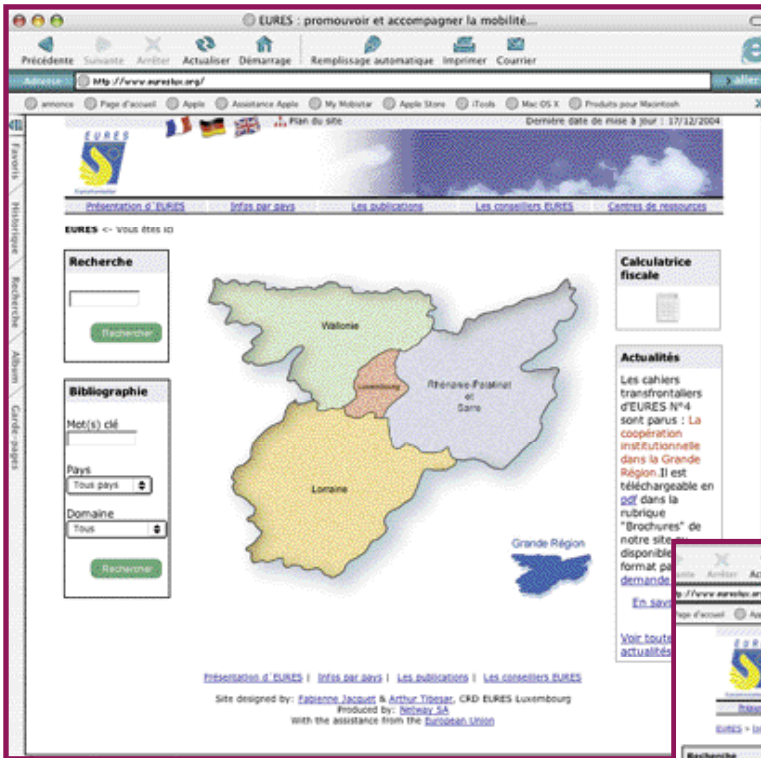
45 % des emplois sont occupés par des femmes. Le taux est légèrement supérieur chez les frontaliers (47 %). Ce taux est resté stable depuis le début des années « 90 ».

ET DEMAIN ?

L'environnement bancaire est en pleine mutation. La Banque Centrale (www.bcl.lu) et la Commission de Surveillance du Secteur Financier (<http://cssf.lu>) suivent la situation de près et publient des analyses et des statistiques régulières.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER – 2004 - L'évolution de l'emploi bancaire au Luxembourg. Téléchargement gratuit : <http://cssf.lu>
 STATEC – 2003 – Portrait économique et social du Luxembourg. Téléchargement gratuit : www.statec.lu
 STATEC – Périodique – Note de conjoncture. Téléchargement gratuit : www.statec.lu



Notre site évolue...

prochainement, nous développerons deux nouvelles rubriques :

- **Actualités** : toutes les informations relatives aux changements dans les conditions de vie et de travail au Grand-Duché de Luxembourg.
- **Grande Région** : des statistiques comparatives pour les principaux indicateurs socio-économiques : PIB, démographie, marché du travail...



**Dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil
de l'Union Européenne**

Séminaire transfrontalier EURES - OIE

(EUROpean Employment Services - Observatoire Interrégional de l'Emploi)

DIMENSIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA MOBILITÉ TRANSFRONTALIÈRE

14 – 15 Mars 2005, Luxembourg – Kirchberg

Dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, les partenaires des réseaux EURES et OIE présenteront leurs travaux relatifs à la dimension du travail frontalier dans la Grande Région, en collaboration avec de nombreux autres acteurs scientifiques et institutionnels concernés par le marché du travail de la Grande Région.

Thèmes abordés

- Immigration et migrations transfrontalières
- Flux transfrontaliers dans la Grande Région
- Profil des frontaliers : origine, démographie, secteurs d'occupation, salaires, dépenses...
- Le marché du travail : situation actuelle et perspectives, besoins de qualifications des entreprises, aspects sectoriels (secteur financier, santé...), travail intérimaire, impact de l'élargissement ...
- Perspectives démographiques et éducatives dans la Grande Région
- Formes et déterminants de la mobilité sur le marché du travail : mobilité du travail et mobilité résidentielle, déterminants financiers de la mobilité, aires de recrutement et d'attraction.
- Travail et multiculturalité.

Méthode de travail

L'objectif du séminaire est de faire connaître des résultats de recherches et d'échanger sur des expériences. Un maximum de travaux seront présentés, soit sous forme d'un exposé oral, soit sous forme de communications écrites.

Organisation et contacts

Cellule EURES de l'ADEM & Centre de Ressources et de Documentation EURES Luxembourg (M. Franz CLEMENT & Dr. Arthur TIBESAR)

OIE c/o Info-Institut Saarbrücken (Prof. Dr. Heinz BIERBAUM & Dr. Lothar KUNTZ).

Intéressé ?

Contactez-nous en français (Fabienne Jacquet, tél. : + 352 478 5478, fax : + 352 26 19 08 21,
fabienne.jacquet@adem.etat.lu,
ou en allemand (Gabriele Marx, tél. : + 49 00 49 681 95 41 30, fax : + 49 681 95 413 23, gmarx@info-institut.de)
ou rendez-vous sur notre site www.eureslux.org (programme complet, formulaire d'inscription).

Ce séminaire bénéficie du soutien financier des programmes EURES (europa.eu.int/eures)
et Interreg IIIc – OCR – ebird (www.granderegion.net)

Les cahiers transfrontaliers d'EURES Luxembourg

Nos dernières publications

Marché du travail
Une croissance stabilisée à 2 %
mais toujours plus de frontaliers...

Tiré à part
 d'Entreprises magazine
 N° 7 - septembre/octobre
 2004



La coopération institutionnelle
dans la Grande Région

Qui fait quoi dans la Grande
 Région ?

Le dialogue social au Luxembourg

Les libertés d'association
et d'action des organisations
professionnelles



centre de ressources
 et de documentation

Les brochures sont disponibles gratuitement
 sur simple demande à EURES Luxembourg

par téléphone : 00 352 478 54 78 ou
 00 352 58 58 55 531

par mail : fabienne.jacquet@adem.etat.lu
 franz.clement@ceps.lu

sur le site : www.eureslux.org
 en format pdf
 (rubrique brochures)

Ont collaboré à ce numéro :

Arthur Tibesar et Fabienne Jacquet
 (Cellule EURES de l'ADEM)

Avec le soutien financier du
 programme EURES de l'Union Européenne
europa.eu.int/eures

EURES Luxembourg
 Une collaboration ADEM - CEPS/INSTEAD
 Rue Bender, 1 • L-1229 Luxembourg
 Tél : 00 352 478 53 89 - 54 78 - 53 13
 FAX : 00 352 26 19 08 21
 jean.hoffmann@adem.etat.lu
 arthur.tibesar@adem.etat.lu
 fabienne.jacquet@adem.etat.lu



CRD EURES Luxembourg
 BP 48 • L-4501 Differdange
 Tél : 00 352 58 58 55 531 - 549
 FAX : 00 352 58 55 53
 franz.clement@ceps.lu
 joel.demarneffe@ceps.lu